

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-irakiennes et sur la lutte contre le groupe terroriste Daech en Irak, à Bagdad le 2 janvier 2017.

Monsieur le Président, je veux saluer ici votre accueil et rappeler, comme vous l'avez fait, qu'il y a 2 ans, un peu plus de 2 ans, j'étais déjà à Bagdad et la situation était particulièrement dégradée. Daesh avait pris des positions, notamment à Mossoul et dans plusieurs villes du Nord de l'Irak, et il y avait un danger majeur, pour l'Irak, pour la région, et pour la communauté internationale.

La France a alors pris ses responsabilités, au plan politique -cela a été la conférence que nous avons organisée à l'automne 2014, et vous y étiez, Monsieur le Président- et sur le plan militaire à travers l'engagement de nos forces, de double façon. La première, c'est de venir en appui pour donner des conseils, des formations, aux forces irakiennes et aux Peshmergas, mais également de faire en sorte que nous puissions, par nos avions, donc nos pilotes, par nos batteries d'artillerie, donc nos soldats, venir en appui des forces irakiennes, et les résultats sont là. Aujourd'hui plusieurs villes d'Irak ont été reconquises, Daesh est sur le recul et la bataille de Mossoul est engagée.

Je viens donc ici, à Bagdad, je serai tout à l'heure à Erbil, pour confirmer l'engagement de la France d'être aux côtés des forces irakiennes pour assurer la victoire et permettre que l'intégrité territoriale de l'Irak soit assurée.

Mais je viens également pour porter un message de reconstruction et de réconciliation parce que la France entend être partie prenante de la phase qui s'ouvrira après la victoire militaire, et notamment pour faire que la confiance qui s'est créée entre nos deux pays puisse être mise à profit pour favoriser ce mouvement de réconciliation de la population, à Mossoul, avec une administration qui devra tenir compte de toutes les communautés, et faire également que nous puissions œuvrer à la reconstruction de l'Irak notamment sur le plan économique.

Il est vrai que nous avons un ennemi commun : le terrorisme, Daesh, le fondamentalisme, et cet ennemi nous devons le traquer là où il est sur un territoire, en Irak, en Syrie, mais également bien comprendre les liens qui existent entre ce groupe terroriste et un certain nombre d'individus qu'il manipule et qui organisent des attentats dans de nombreux pays.

Nous aurons aussi à traiter la question du retour des combattants étrangers, ceux qui, venus d'un bon nombre de pays, notamment européens, et de France, pour mener un combat, qui se sont livrés à des exactions, qui ont emmené leurs familles, parfois de très jeunes enfants, nous devons faire en sorte que ces individus puissent être mis hors d'état de nuire, appréhendés s'ils reviennent, et ensuite que nous puissions engager la déradicalisation, notamment pour les enfants. Nous en avons parlé parce que c'est un travail que nous devons mener en commun, et là-encore nous devons partager nos expériences.

Enfin, la dernière raison de ma visite, au-delà de ce que nous pouvons faire pour l'appui militaire, pour l'accompagnement humanitaire, pour les solutions politiques, c'est aussi de bien coordonner nos services de renseignement, parce que nous en avons besoin, nous le faisons dans le cadre de la coalition, et nous le faisons dans un esprit de grande responsabilité avec les autorités irakiennes.

.....

Je veux terminer, Monsieur le Président, pour vous dire que votre rôle a été éminent dans cette période, vous avez su rassembler, vous avez su, avec le gouvernement Abadi, faire en sorte que les Irakiens reprennent confiance, mais sachez qu'avec la France vous avez un allié pour longtemps et que nous sommes liés, par les combats qui sont menés, par nos soldats qui agissent ensemble, et que l'amitié entre la France et l'Irak est aussi le sens de ma présence ici ce matin en ce début d'année. J'ai voulu que le deuxième jour de l'année soit consacré à l'action que nous menons ici en Irak, avec nos militaires, mais aussi avec vous, autorités irakiennes, parce que nous ne pouvons pas agir sans votre plein acquiescement, sans votre plein consentement, sans le plein respect de ce que vous représentez.

()

Merci Monsieur le Président, c'était également mon intention. Ces soldats sont là depuis plusieurs mois, certains en sont à leur deuxième séjour ici en Irak, ils ont passé les fêtes de fin d'année ici dans votre pays, et notamment les fêtes de Noël, qui représentent pour beaucoup un symbole, parce que je n'oublie jamais que votre pays est un pays où il y a de multiples confessions, et notamment les Chrétiens d'Orient, et c'était très important aussi que je puisse, ici, rappeler la lutte que nous engageons pour protéger les minorités religieuses, et notamment les Chrétiens d'Orient et les Yézidis.